

PREFET DE LA MARTINIQUE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE LA MARTINIQUE  
SERVICE RISQUES, ENERGIE ET CLIMAT  
PÔLE RISQUES NATURELS

ARRETE n° 2013337-0021

approuvant la révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville  
de Saint-Joseph

**LE PREFET DE LA MARTINIQUE**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment le livre V, titre VI sur la prévention des risques naturels;
- VU le code l'urbanisme;
- VU le code de la construction et de l'habitation;
- VU le code forestier;
- VU le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs;
- VU la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages;
- VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement;
- VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
- VU le décret du Président de la République du 2 mars 2011 portant nomination de M. Laurent PREVOST en qualité de préfet de la Région Martinique;
- VU le plan de prévention des risques naturels de la ville de Saint-Joseph approuvé le 06 février 2004;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la ville de Saint-Joseph ;
- VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure de révision et de modification des plans de prévention;
- VU l'arrêté n° 11-03174 du 19 septembre 2011 prescrivant la révision des Plans de Prévention des Risques Naturels de la Martinique;
- VU l'avis de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) sur le projet de révision du PPRN par délibération du 28 septembre 2012 de son conseil communautaire;

VU l'arrêté n° 2013115-0011 du 25 avril 2013 portant ouverture d'une enquête publique relative à la révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville de Saint-Joseph;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur;

**Considérant** que le projet de révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville de Saint-Joseph a fait l'objet d'une concertation de la population invitée à émettre son avis sur le registre mis à sa disposition en mairie lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 30 mai au 27 juin 2013;

**Sur proposition** du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

## ARRETE

**ARTICLE 1:** La révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville de Saint-Joseph telle qu'annexée au présent arrêté est approuvée

**ARTICLE 2 :** Le Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville de Saint-Joseph approuvé par le présent arrêté comprend :

- Une note de présentation et des annexes
- Un règlement et une carte réglementaire
- Une cartographie pour chacun des aléas et pour les enjeux

**ARTICLE 3:** En application de l'article L562-4 du code de l'environnement, le Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé de la ville de Saint-Joseph vaut servitude d'utilité publique. Il sera notifié à Monsieur le Maire pour son annexion au document d'urbanisme de la ville conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4:** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera également l'objet d'une publicité par voie de presse locale et d'un affichage pendant au moins un mois en mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique en vue d'informer la population.

**ARTICLE 5:** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

**ARTICLE 6:** Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de Préfecture
- Monsieur le Maire de la ville de Saint-Joseph
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique
- Monsieur le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

FORT DE FRANCE, le

– 3 DEC. 2013

Le Préfet

Laurent PREVOST